



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 septembre 2022

Délibération n°220930-001 : Constitution d'une provision pour créances douteuses

L'an deux mille vingt-deux, le 30 septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, André JAKUBIEC a donné pouvoir à Myriam LANGLOIS, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Michel VILLEGGER, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Mathilde VINTROU.

Absents non représentés : David MINVIELLE, Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, informe l'assemblée communale que la constitution de provisions comptables est une dépense obligatoire et que son champ d'application est précisé par l'article R. 2321-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Dans un souci de sincérité budgétaire, de transparence et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, la constitution des provisions pour les créances douteuses constitue une dépense obligatoire au vu de la réglementation. Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis, malgré les diligences faites par le comptable public, une provision doit être



constituée par délibération, à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé à partir des éléments communiqués par le comptable public.

Dès lors qu'il existe, pour une créance donnée, des indices de difficulté de recouvrement (comptendu, notamment, de la situation financière du débiteur) ou d'une contestation sérieuse, la créance doit être considérée comme douteuse. Il faut alors constater une provision car la valeur des titres de recettes pris en charge dans la comptabilité est supérieure à celle attendue.

L'identification et la valorisation du risque impliquent un travail concerté entre l'Ordonnateur et la Comptable, sur la base de tableaux de bord. L'objectif est d'aboutir à une évaluation, la plus précise possible, du montant de la provision des créances du fait de leur irrecouvrabilité.

L'analyse effectuée conjointement entre la Comptable publique et la Commune des restes à recouvrer a permis d'identifier les créances devant faire l'objet d'une provision. Elles sont de deux types. Ainsi, il est proposé pour cette année de constituer, des provisions à hauteur de 100% pour des créances très douteuses et des provisions sur la base d'un seuil de 15% pour des créances moins incertaines.

Il en résulte le tableau suivant :

Comptes	Montant
4161 – Créances douteuses (2006-2019)	13 653,07 €
Provision 100%	13 653,07 €
4161 – Créances douteuses (2006-2019)	1 873,77 €
Provision 15%	281,07 €
Montant de la provision c/6817	13 934,14 €

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R2321-2,

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable au budget principal,

VU l'avis favorable de la Commission des Finances en date du 22 août 2022,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

ACCORTE l'ouverture d'une provision au compte 6817 au titre de créances douteuses.

CRÉDITE ce compte à hauteur de 13 934,14 €.

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal

administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 septembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 septembre 2022

Délibération n° 220930-002 : Décision modificative n°1/2022 budget principal

L'an deux mille vingt-deux, le 30 septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, André JAKUBIEC a donné pouvoir à Myriam LANGLOIS, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Michel VILLEGIER, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Mathilde VINTROU.

Absents non représentés : David MINVIELLE, Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission des Finances réunie le 22 août 2022,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°220104-04-04 du 4 février 2022 portant vote du budget primitif 2022 du budget principal,



VU la délibération n°220513-05 du 13 mai 2022 portant vote du budget supplémentaire du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°1/2022 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 191 744,51 € et en section d'investissement à -9 176,51 €.

Le détail est présenté dans le tableau ci-dessous :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
D	F	011	020	60612	Energie - Electricité	30 000,00
D	F	011	020	60622	Combustibles	35 000,00
D	F	011	810	60631	Fournitures d'entretien	25 000,00
D	F	011	421	60632	Fournitures de petit équipement	-2 000,00
D	F	011	422	60632	Fournitures de petit équipement	-1 000,00
D	F	011	020	6162	Assur. obligatoire dommage-construction	12 390,00
D	F	011	020	6184	Versements à des organismes de formation	18 000,00
D	F	011	024	623202	Fêtes et cérémonies - jumelage	20 500,00
D	F	011	33	628807	Autres services extérieurs - centenaire	94 400,00
D	F	011	020	628808	Autres services extérieurs - archivage	5 930,00
D	F	011	213	628808	Autres services extérieurs - bus école	-9 000,00
D	F	011	421	62882	Autres services extérieurs - bus alsh	6 000,00
D	F	011	421	62882	Autres services extérieurs - séjour	3 000,00
D	F	011	422	62882	Autres services extérieurs - bus ej	3 000,00
D	F	011	01	637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	3 072,71
D	F	012	020	64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	6 700,00
D	F	012	020	64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	4 700,00
D	F	012	823	64172	Apprentis indemnité inflation	100,00
D	F	65	020	6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	2 642,00
D	F	65	33	6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	-6 000,00
D	F	66	020	6688	Autres charges financières	19 349,17
D	F	67	01	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	40 000,00
D	F	68	01	6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	13 934,14
D	F	042	01	6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	7 822,79
D	F	042	01	6812	Dot. amort. et prov. Charges à répartir	1 937,00
D	F	023	01	023	Virement à la section d'investissement	-143 733,30
					Dépenses de fonctionnement	191 744,51

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
R	F	013	020	6459	Remboursements rémunérations personnel	11 500,00
R	F	73	020	7381	Taxes additionnelles droits de mutation	130 000,00
R	F	76	020	7688	Autres produits financiers	26 559,51
R	F	77	020	774	Subventions exceptionnelles	2 000,00
R	F	77	33	774	Subventions exceptionnelles	12 000,00
R	F	042	01	791	Transferts charges de gestion courante	9 685,00
					Recettes de fonctionnement	191 744,51



D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
D	I	20	810	202	Frais réalisat* documents urbanisme	48 000,00
D	I	20	112	2051	Concessions, droits similaires	12 100,00
D	I	21	823	2128	Autres agencements et aménagements	10 000,00
D	I	21	833	2128	Autres agencements et aménagements	82 200,00
D	I	21	026	21316	Equipements du cimetière	15 000,00
D	I	21	810	2135	Installations générales, agencements	40 000,00
D	I	21	810	2135-9461	Installations générales, agencements - Eglise	5 000,00
D	I	21	810	2135-9469	Installations générales, agencements - Maisonnnette Sp	85 000,00
D	I	21	822	2151	Réseaux de voirie	25 000,00
D	I	21	821	2152	Installations de voirie	15 000,00
D	I	21	833	21571	Matériel roulant	-5 000,00
D	I	21	810	21578	Autre matériel et outillage de voirie	6 000,00
D	I	21	112	2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	-12 100,00
D	I	21	33	2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 100,00
D	I	21	810	2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	7 500,00
D	I	21	833	2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	5 000,00
D	I	21	020	2188	Autres inst.,matériel,outil. techniques	7 500,00
D	I	23	824	2313-9446	Immo en cours - Aménagement de bâtiments	-403 161,51
D	I	23	810	2315-9462	Immo en cours - Parking des écoles	20 000,00
D	I	23	822	2315-9398	Immo en cours - Bourg de Soorts	17 000,00
D	I	040	01	4812	Frais d'acquisition des immobilisations	9 685,00
Dépenses d'investissement						-9 176,51

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
R	I	13	822	1321-9462	Subv. non transf. Etat - Parking des écoles	64 847,00
R	I	13	820	1323	Subv. non transf. Etat - Eclairage trinquet	7 000,00
R	I	13	822	1323-9462	Subv. non transf. Départements - Parking des écoles	27 000,00
R	I	13	810	13251-9440	Subv. non transf. GFP - Toiture Jai-alai	25 950,00
R	I	040	01	28184	Mobilier	7 822,79
R	I	040	01	4812	Frais d'acquisition des immobilisations	1 937,00
R	I	021	01	021	Virement de la sect° de fonctionnement	-143 733,30
Recettes d'investissement						-9 176,51

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°1/2022 du budget principal telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,

Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

ID : 040-214003048-20220930-220930_002-BF



A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 septembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Mairie DUBOSC-PAYSAN



Le Maire,

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 septembre 2022

Délibération n°220930-003 : Autorisations de paiement et crédits de paiement - décision modificative n°1/2022 du budget principal

L'an deux mille vingt-deux, le 30 septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, André JAKUBIEC a donné pouvoir à Myriam LANGLOIS, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Michel VILLEGER, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Mathilde VINTROU.

Absents non représentés : David MINVIELLE, Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU les articles L. 2311-3 du code général des collectivités territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (APCP),

VU le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement,

VU l'instruction comptable M14,

VU l'avis favorable de la Commission des Finances qui s'est réunie le 22 août 2022,

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle le contexte des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Il précise la nécessité de modifier le montant d'un APCP compte tenu du vote de la décision modificative n°1 de 2022 du budget principal.

L'autorisation qui concerne l'assainissement pluvial (AP21.005) doit être modifiée.

Il convient alors de faire glisser 25 000 € des crédits de paiement 2023 à 2022.

	AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	TOTAL CP
BP 2022	360 000,00	0,00	46 582,80	230 000,00	83 417,20	360 000,00
+/-				25 000,00	-25 000,00	0,00
DM1 2022	360 000,00	0,00	46 582,80	255 000,00	58 417,20	360 000,00

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

APPROUVE les modifications apportées à l'autorisation de programme et aux crédits de paiement relatifs à l'opération AP21.005.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 septembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maelle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 septembre 2022

Délibération n°220930-004 Tarifs d'occupation du domaine public

L'an deux mille vingt-deux, le 30 septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, André JAKUBIEC a donné pouvoir à Myriam LANGLOIS, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Michel VILLEGIER, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Mathilde VINTROU.

Absents non représentés : David MINVIELLE, Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU la délibération en date du 7 mai 2021 relative aux délégations données au maire, notamment en ce qui concerne les tarifs et le louage des choses,

VU l'arrêté municipal 2022-309 en date du 5 septembre 2022 relatif aux travaux de réhabilitation sur la rue et la Place des Landais,

CONSIDÉRANT que les travaux de réhabilitation sur la rue et la Place des Landais vont débuter le 3 octobre 2022, les tarifs d'occupation du domaine public ont été calculés sur une base de 8 mois, soit du 1er février 2022 au 30 septembre 2022.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la Commission « Développement économique - Espaces concédés »,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le conseil municipal*

PRÉCISE que les attributions des concessions ont été fixées par décision du maire du 6 octobre 2021 prise en application de l'article L 2122-22 du CGCT et de la délibération s'y rapportant en date du 7 mai 2021.

FIXE le tarif suivant :

Emplacement concession domaine public	Titre	Prénom	Nom	Montant 2022
Place des Landais	Monsieur	Olivier	VERGEZ	17 173,00€
Place des Landais	Monsieur	Pierre-Jean	ESTOUP	15 900,00€
Place des Landais	Monsieur	Antoine	LECOT	4 197,00€
Place des Landais	Monsieur	Vincent	PASCALIN	2 932,00€
Place des Landais	Madame	Véronique	BETPOUEY	3 515,00€
Place des Landais	Monsieur	François - Xavier	LECOCQ	11 693,00€
Place des Landais	Madame	Stéphanie	PECHEREAU	6 032,00€
Place des Landais	Monsieur	Andrew Brian	SPAIN	3 586,00€
Place des Landais	Monsieur	Raphaël	SAINT-ANDRE	10 160,00€
Place des Landais	Monsieur	Jérémie	MALEZYS	3 353,00€
Place des Landais	Monsieur	Christian	GALIA	3 526 ,00€

PRÉCISE que les travaux de réhabilitation sur la rue et la Place des Landais vont débiter le 3 octobre 2022 et qu'en conséquence les tarifs ont été calculés sur une base de 8 mois au lieu de 11, soit du 1^{er} février 2022 au 30 septembre 2022.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 septembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DÉPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 septembre 2022

Délibération n°220930-005 : Désaffectation et déclassement d'une partie du domaine public en vue de son classement dans le domaine privé puis de sa cession

L'an deux mille vingt-deux, le 30 septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, André JAKUBIEC a donné pouvoir à Myriam LANGLOIS, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Michel VILLEGER, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Mathilde VINTROU.

Absents non représentés : David MINVIELLE, Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU les articles L. 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques portant sur la consistance du domaine public,

VU les articles L. 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques portant sur la désaffectation et le déclassement du domaine public,

VU la délibération en date du 8 mars 2018 portant sur la cession d'une partie du domaine public à l'indivision DIAZ DA COSTA, et qui constitue une voie de jonction non réalisée à impasse des Corciers et où se trouve l'escalier menant à la maison,



CONSIDÉRANT que cette proposition de cession n'a pas aboutie en 2018 au vu des problématiques de succession dans l'indivision,

VU le courrier de Monsieur VIDAL en juillet 2022, acquéreur du bien de l'indivision DIAZ DA COSTA, renouvelant la demande de cession de la partie déjà identifiée du domaine public,

CONSIDÉRANT que la demande faite par Monsieur VIDAL est toujours d'actualité, qu'il peut y être ajoutée une partie du fond de l'impasse pour une superficie totale de l'opération de 59 m²,

CONSIDÉRANT la demande de Monsieur DELACROIX, riverain de Monsieur VIDAL, de lui céder 20 m² et que lui-même a construit sa clôture sur le domaine public,

CONSIDÉRANT que la cession d'une bande de 20 m² à Monsieur DELACROIX serait cohérente et ne créerait pas un délaissé à entretenir,

CONSIDÉRANT que le terrain faisant l'objet de la présente délibération aurait dû être une liaison entre le chemin des écoles et l'avenue Maxime Leroy qui n'a jamais été réalisée et qu'il n'y a donc aucune fonction de voirie routière, ni même piétonne,

CONSIDÉRANT l'avis du Pôle d'Évaluation Domaniale dans lequel est indiqué un montant de cession à 20€/m²,

Au regard de l'article L 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques, cette partie de parcelle fait partie du domaine public de la commune. En effet, il y est indiqué que le domaine public d'une personne publique est constitué des biens lui appartenant qui sont soit affectés à l'usage direct, soit affectés à un service public dans le cadre d'un aménagement indispensable à l'exécution des missions de ce service public.

A ce titre, elle doit être donc être désaffectée de son usage et déclassée au titre des articles L. 2141-1 et suivants du CG3P.

La commune n'en a pas usage puisque ce bouclage routier n'a jamais été réalisé entre le chemin des écoles et l'avenue Maxime Leroy.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

CONSTATE la désaffectation du domaine public sur une superficie de 79 m² environ.

APPROUVE le déclassement de cet espace du domaine public de la commune pour le faire entrer dans le domaine privé afin de le céder à Monsieur VIDAL et à Monsieur DELACROIX.

DÉCIDE d'imputer les frais inhérents à cette opération à Monsieur VIDAL et Monsieur DELACROIX (notaire, géomètre).

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.



Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 septembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal

Séance du 30 septembre 2022

Délibération n°220930-006 : Demandes pour l'occupation temporaire du domaine public maritime des plages océanes

L'an deux mille vingt-deux, le 30 septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, André JAKUBIEC a donné pouvoir à Myriam LANGLOIS, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Michel VILLEGGER, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Mathilde VINTROU.

Absents non représentés : David MINVIELLE, Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire explique que le conseil Municipal doit l'autoriser à solliciter les diverses demandes d'autorisation auprès des services de l'Etat (étude au cas par cas, évaluation des incidences au titre de Natura 2000, Loi sur l'Eau, avis de l'Architecte des Bâtiments de France, avis de la Commission Départementale compétente en matière de Nature, de Paysages et de Sites, Autorisation d'Occupation Temporaire du Domaine Public Maritime des plages océanes pour transporter puis déposer les sables issus des dépôts d'arrière-dune à la suite des épisodes venteux hivernaux ainsi que les excédents issus du dragage du lac marin d'Hossegor autorisé par arrêté préfectoral du 14 mai 2018.



*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

SOLLICITE auprès des services de l'État les autorisations nécessaires pour transporter puis déposer sur les plages océanes les sables issus des dépôts d'arrière-dune à la suite des épisodes venteux hivernaux ainsi que les excédents issus du dragage du lac marin d'Hossegor autorisé par arrêté préfectoral du 14 mai 2018.

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer les demandes de subventions afférentes à ce sujet.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à déposer tout dossier en ce sens et à signer tout document s'y rapportant.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 septembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DÉPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 septembre 2022

Délibération n°220930-007 : Approbation de la convention tripartite pour la mise à disposition de conteneurs et l'embellissement des points de collecte des déchets sur l'avenue des écoles

L'an deux mille vingt-deux, le 30 septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, André JAKUBIEC a donné pouvoir à Myriam LANGLOIS, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Michel VILLEGGER, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Mathilde VINTROU.

Absents non représentés : David MINVIELLE, Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La commune de Soorts-Hossegor souhaite aménager sur l'avenue des écoles les espaces nécessaires à l'implantation de deux conteneurs d'ordures ménagères semi-enterrés, entraînant des travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets.

Dans le cadre de ses compétences pour le compte des EPCI membres, le SITCOM Côte Sud des Landes assure la mise à disposition de conteneurs enterrés, semi-enterrés ou aériens.

Les travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets sur la commune de Soorts-Hossegor ne relèvent pas de la compétence communautaire et sont financés et réalisés par la commune.

Au titre de sa compétence « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés », transférée au SITCOM, et conformément à l'article 3 des statuts de ce dernier, aucun complément de contribution ne sera appelé car la mise à disposition des deux conteneurs d'ordures ménagères semi-enterrés est financée par le SITCOM.

VU la décision du bureau communautaire en date du 27 avril 2022 relative à l'approbation de la mise à disposition de conteneurs et de travaux d'embellissement,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention avec le SITCOM et la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 septembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 septembre 2022

Délibération n°220930-008 : Reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par la commune à la communauté de communes

L'an deux mille vingt-deux, le 30 septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, André JAKUBIEC a donné pouvoir à Myriam LANGLOIS, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Michel VILLEGGER, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Mathilde VINTROU.

Absents non représentés : David MINVIELLE, Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU l'article 109 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;

VU l'ordonnance n° 2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive

VU les articles L.331-1 et suivants, et R.331-1 et suivants du code l'urbanisme ;

VU le code général des impôts ;

VU le code général des collectivités territoriales ;



VU les statuts de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2022/ n° 25 en date du 9 février 2022 portant modification des statuts de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021 et 25 novembre 2021 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

Les opérations d'aménagement et de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, installations ou aménagements de toute natures soumises à un régime d'autorisation en application du code de l'urbanisme donnent lieu au paiement d'une taxe d'aménagement.

En vue de financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme, les communes du territoire de MACS perçoivent cette taxe, dont le régime est fixé aux articles L. 311-1 et suivants du même code.

La part communale de la taxe d'aménagement est instituée :

- 1° de plein droit dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme ou d'un plan d'occupation des sols, sauf renonciation expresse décidée par délibération,
- 2° par délibération du conseil municipal dans les autres communes.

Dans les deux cas, le 8^{ème} alinéa de l'article L. 311-2 du code l'urbanisme prévoyait, jusqu'à fin 2021, que tout ou partie de la taxe perçue par la commune pouvait être reversée à l'EPCI ou aux groupements de collectivités dont elle est membre, compte-tenu de la charge des équipements public relevant, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences, dans les conditions prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du groupement de collectivités.

La loi de finances pour 2022 a transformé cette simple possibilité de reversement de la taxe d'aménagement entre les communes et l'EPCI ou les groupements de collectivités dont elles sont membres en la rendant obligatoire. A compter du 1^{er} janvier 2022, les communes qui perçoivent la taxe d'aménagement sont dans l'obligation de prévoir les conditions de reversement de tout ou partie de cette taxe à leur intercommunalité.

Le texte laisse cependant une marge d'appréciation locale, qui se traduit par un accord par délibérations concordantes du conseil municipal et du conseil communautaire, en tenant compte de la charge des équipements publics relevant de chacun.

Par conséquent, pour permettre un juste retour de la fiscalité d'aménagement sur les Zones d'Activités Economiques (ZAE), sur lesquelles MACS a investi et contribué financièrement, les communes sont dans l'obligation de débattre afin de reverser une partie de la taxe d'aménagement perçue au titre des opérations de construction et d'aménagement ; ceci sur les ZAE communautaires (actuelles, nouvelles ou faisant l'objet d'une extension), pour toute nouvelle construction ou extension d'établissement ayant une existence fiscale à compter du 1^{er} janvier 2022, en excluant du dispositif les implantations d'entreprises hors ZAE.

La Communauté de communes MACS propose que toutes les communes reversent le même pourcentage de leur recette de taxe d'aménagement à la Communauté de communes MACS. Ce pourcentage est fixé à 100 % sur les montants relatifs aux ZAE et 0 % sur les montants relatifs à l'habitat (toute taxe d'aménagement en dehors des zones d'activité économique). Dans cette proposition, il est ainsi sous-entendu par MACS que 100 % de la charge d'équipement des Zones



d'Activités serait financée par MACS. Or, concernant la Commune de Soorts-Hossegor et plus précisément la Zone d'Activité Economique de « Pédebert », les dépenses assumées par la Commune et la Communauté de communes depuis 2015 (promulgation de la loi NOTRe attribuant obligatoirement la compétence pleine et entière des ZAE aux EPCI) sont les suivantes :

Type de dépense	CC Marenne Adour Côte Sud	Commune de Soorts-Hossegor
Voirie (€ HT)	925 500	742 000
Réseaux (€ HT)	0	857 000
Signalétique (€ HT)	54 000	54 000
Éclairage public (LED) (€ HT)	0	383 881
Containers (€ HT)	0	33 970
Toilettes (€ HT)	0	83 728
Vidéosurveillance	0	20 450
Terrains	0	11 856
TVA non récupérée	18 933	3 533
Total (€)	998 433	2 190 419
Proportion	31 %	69 %

En conséquence, la répartition en tenant compte de la charge des équipements publics relevant de chacun est la suivante :

- 31 % pour la Communauté de communes MACS ;
- 69 % pour la Commune de Soorts-Hossegor.

Les délibérations concordantes définissant les modalités du partage produisent leurs effets tant qu'elles ne sont pas rapportées ou modifiées.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le conseil municipal,*

APPROUVE le reversement de 31 % de la part communale de taxe d'aménagement perçue sur les Zones d'Activités Economiques à compter du 1^{er} janvier 2022 à la Communauté de commune MACS ;

INDIQUE que le recouvrement sera calculé à partir des impositions nouvelles à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

PREND ACTE que la présente délibération définissant les modalités du partage produira ses effets tant qu'elle n'est pas rapportée ou modifiée ;

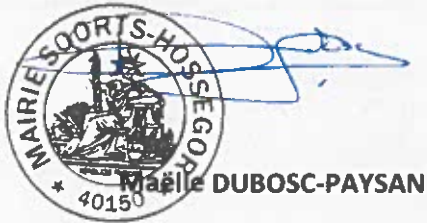
AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.



Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 septembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DÉPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 septembre 2022

Délibération n°220930-009 : Convention du cadre général pour le mécénat

L'an deux mille vingt-deux, le 30 septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, André JAKUBIEC a donné pouvoir à Myriam LANGLOIS, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Michel VILLEGIER, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Mathilde VINTROU.

Absents non représentés : David MINVIELLE, Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les dispositions des articles L. 2121-29, L. 2122-22 et L. 2541-12 ;

VU la loi n° 2003-709 du 1 août 2003 relative au « mécénat, aux associations et aux fondations » ;

VU le Code Général des Impôts, notamment les dispositions de l'article 238 bis ;

VU l'Instruction fiscale 4C-5-04 n° 112 du 13 juillet 2004 relative « aux frais et charges (BIC, IS, dispositions communes), mesures en faveur du mécénat, versements au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général » ;



CONSIDÉRANT le mécénat, lequel se définit comme « le soutien matériel apporté par une personne physique ou morale, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général » ;

CONSIDÉRANT les différentes formes de mécénat, comme suit :

- le « mécénat financier », soit le versement d'un don en numéraire (chèques, virements...) ;
- le « mécénat en nature », soit la mise à disposition ou don d'un bien mobilier ou immobilier, fourniture de marchandises en stock, fourniture, à titre gratuit, de prestations de services réalisées par l'entreprise dans le cadre de son activité ;
- le « mécénat de compétences », soit la mise à disposition, à titre gratuit, de compétences de l'entreprise vers le bénéficiaire, par le biais de salariés, volontaires et intervenant sur leur temps de travail.

CONSIDÉRANT l'éligibilité des collectivités locales au mécénat avec droit à avantage fiscal ;

CONSIDÉRANT les contraintes budgétaires de plus en plus prégnantes auxquelles les collectivités doivent se confronter ; la démarche de mécénat facilitant en cela l'apport de ressources nouvelles et confortant l'association des particuliers et acteurs économiques aux projets de la collectivité à travers l'acte de don ;

CONSIDÉRANT que la Commune de Soorts-Hossegor souhaite développer une démarche de mécénat pour dégager des financements complémentaires dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint ;

CONSIDÉRANT l'intérêt de la Commune de Soorts-Hossegor à développer le mécénat, en partenariat avec l'ensemble des acteurs du développement économique dans la valorisation et la promotion de diverses actions et/ou projets présentant un intérêt général ;

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le modèle de convention de mécénat proposé pour la formalisation de leur don auprès de la Commune de Soorts-Hossegor

AUTORISE Monsieur le Maire à signer chaque convention au fur et à mesure de la finalisation des partenariats, et à procéder à toutes les opérations s'y rapportant.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

ID : 040-214003048-20220930-220930_009-DE



Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 septembre 2022,

Le secrétaire de séance,




Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,




Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DÉPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 septembre 2022

Délibération n°220930-010 : Sollicitation de subventions au titre du Fonds d'Équipement des Communes (FEC) pour l'année 2023 dans le cadre du projet de la réhabilitation des locaux de la Police Municipale

L'an deux mille vingt-deux, le 30 septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, André JAKUBIEC a donné pouvoir à Myriam LANGLOIS, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Michel VILLEGGER, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Mathilde VINTROU.

Absents non représentés : David MINVIELLE, Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle la volonté municipale d'agrandir et de réhabiliter le poste de la police municipale afin de répondre aux exigences du service et de recevoir les administrés dans un environnement plus adapté.

Il précise que le Département des Landes peut apporter une aide financière au titre du Fonds d'Équipement des Communes (FEC).



CONSIDÉRANT la répartition de la dotation du Fonds d'Équipement des Communes (FEC) pour l'année 2023,

CONSIDÉRANT la possibilité pour la Commune de Soorts-Hossegor de solliciter une aide financière auprès de ce fonds pour la réalisation de travaux de réhabilitation des locaux de la police municipale d'un montant d'environ 12 000 €, pour des travaux d'un montant de 613 300 € TTC.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur la Maire à solliciter une aide financière au Département des Landes dans le cadre de la répartition de la dotation du Fonds d'Équipement des Communes pour la réhabilitation des locaux de la police municipale dans le cadre de la dotation de FEC 2023.

AUTORISE Monsieur le Maire à établir le dossier de demande de subvention et à signer tous les actes et demandes nécessaires à la perception de cette aide.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 septembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DÉPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 septembre 2022

Délibération n° 220930-011 : Présentation des rapports d'activité du délégataire pour l'eau et l'assainissement

L'an deux mille vingt-deux, le 30 septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, André JAKUBIEC a donné pouvoir à Myriam LANGLOIS, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Michel VILLEGGER, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Mathilde VINTROU.

Absents non représentés : David MINVIELLE, Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2224-5, L. 1411-3 et L. 1411-13, D. 2224-1 à D. 2224-5,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de l'exploitation de service public de l'eau potable de la commune avec la Lyonnaise des Eaux (devenue Suez) avec effet au 1^{er} janvier 2014, délégataire retenu par délibération en date du 10 janvier 2013, et ses avenants autorisés lors par délibérations en dates des 26 septembre 2014 et 30 juin 2017,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de l'exploitation de service public de l'assainissement de la commune avec Suez avec effet au 1^{er} janvier 2013, délégataire retenu par délibération en date du 20 décembre 2012, et son avenant n°1 autorisé lors de la séance du conseil municipal en date du 20 mars 2015,

CONSIDÉRANT que la société Suez a remis à la commune, dans les délais requis par la loi, deux rapports annuels d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

CONSIDÉRANT que les éléments constitutifs du rapport sur le prix et la qualité du service public (RPQS) de l'eau et de l'assainissement sont précisés dans les rapports d'activité du délégataire,

Le délégataire a présenté les rapports d'activité à la commission de délégation de service public le 22 août 2022.

Monsieur le Maire, rappelle que ces documents ont été envoyés avec la convocation des conseillers le 23 septembre 2022.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

EMET un avis favorable sur les rapports d'activité du service public de l'eau potable et de l'assainissement remis par le délégataire Suez pour l'exercice comptable du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

ADOpte le rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 septembre 2022,



Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Le Maire,

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DÉPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 septembre 2022

Délibération n°220930-012 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le Sporting-Casino

L'an deux mille vingt-deux, le 30 septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, André JAKUBIEC a donné pouvoir à Myriam LANGLOIS, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Michel VILLEGGER, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Mathilde VINTROU.

Absents non représentés : David MINVIELLE, Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Vu l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,

Vu l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du Casino municipal de la Commune de Soorts-Hossegor avec la société d'exploitation du Sporting-Casino d'Hossegor signée le 1^{er} novembre 2013, délégataire retenu par délibération en date du 26 juin 2013.

CONSIDÉRANT que la société a remis à la Commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

Monsieur Édouard DUPOUY porte à la connaissance du conseil municipal, le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du casino municipal établi par la société Sporting Casino pour l'année 2021.

Le délégataire a présenté le rapport d'activité à la commission de délégation des services publics le 22 août 2022.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé avec la convocation des conseillers le 23 septembre 2022.

*Après en avoir discuté,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*


PREND ACTE de ce document conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 septembre 2022,

Le secrétaire de séance,

Le Maire,


Maëlle DUBOSC-PAYSAN
Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DÉPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 septembre 2022

Délibération n°220930-013 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le tennis

L'an deux mille vingt-deux, le 30 septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, André JAKUBIEC a donné pouvoir à Myriam LANGLOIS, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Michel VILLEGER, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Mathilde VINTROU.

Absents non représentés : David MINVIELLE, Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,

VU l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du tennis municipal de la Commune de Soorts-Hossegor avec la SARL Odyssey Sports signée le 20 juin 2018, délégataire retenu par délibération en date du 14 juin 2018,



CONSIDÉRANT que la société a remis à la commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

Monsieur le Maire porte à la connaissance du conseil municipal le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du complexe tennistique établi par la SARL Odyssey Sports pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Le délégataire a présenté le rapport d'activité à la commission de délégation de service public le 13 septembre 2022.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé avec la convocation des conseillers le 23 septembre 2022.

*Après en avoir discuté,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

PREND ACTE de ce document conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 septembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 septembre 2022

Délibération n° 220930-014 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le mini-golf

L'an deux mille vingt-deux, le 30 septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, André JAKUBIEC a donné pouvoir à Myriam LANGLOIS, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Michel VILLEGGER, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Mathilde VINTROU.

Absents non représentés : David MINVIELLE, Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du mini-golf municipal de la commune de Soorts-Hossegor avec SAS Grasshopper Putting Garden signée le 31 décembre 2018, délégataire retenu par délibération en date du 23 novembre 2018,

CONSIDÉRANT que la société a remis à la commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,



Monsieur le Maire porte à la connaissance du conseil municipal, le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du mini-golf établi par la SAS Grasshopper Putting Garden pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Le délégataire a présenté le rapport d'activité à la commission de délégation de service public le 14 septembre 2022.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé avec la convocation des conseillers le 23 septembre 2022.

*Après en avoir discuté,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

PREND ACTE de ce document conformément aux dispositions de l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 septembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Le Maire,





VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 septembre 2022

Délibération n°220930-015 : Ouverture de poste et modification du tableau des effectifs

L'an deux mille vingt-deux, le 30 septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, André JAKUBIEC a donné pouvoir à Myriam LANGLOIS, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Michel VILLEGGER, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Mathilde VINTROU.

Absents non représentés : David MINVIELLE, Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

CONSIDÉRANT la volonté d'ouvrir un poste à la suite de nomination via la promotion interne des catégories C, conformément aux Lignes Directrices de Gestion de la Commune de Soorts-Hossegor suivant l'arrêté du 08/09/2021.

VU l'avis favorable de la Commission Ressources Humaines du 1^{er} juin 2022,

Il convient d'ouvrir le poste suivant :

- **1 poste d'Agent de maîtrise**
(en remplacement d'un poste adjoint technique principal de 1^{ère} classe)



*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de modifier le tableau des effectifs en créant le poste suivant :

- 1 poste d'agent de maîtrise à compter du 03/10/2022.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 septembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

**Extrait du registre des délibérations
du Conseil Municipal**

Séance du 30 septembre 2022

Délibération n°220930-016 : Signature d'une convention d'adhésion à la mission de médiation proposée par le Centre de Gestion des Landes (CDG 40)

L'an deux mille vingt-deux, le 30 septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, André JAKUBIEC a donné pouvoir à Myriam LANGLOIS, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Michel VILLEGIER, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Mathilde VINTROU.

Absents non représentés : David MINVIELLE, Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code de justice administrative et notamment les articles L.213-1 et suivants et les articles R. 213-1 et suivants de ce code ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut relatif à la fonction publique territoriale et notamment son article 25-2 ;

VU le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux ;

CONSIDÉRANT que le CDG 40 est habilité par délibération du 28 mars 2022 à intervenir pour assurer des médiations ;

Cette convention est conclue en application de la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire qui a légitimé les Centres de gestion pour assurer des médiations dans les domaines relevant de leurs compétences à la demande des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Elle a en effet inséré un nouvel article (article 25-2) dans la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 qui oblige les Centres de gestion à proposer par convention, une mission de médiation préalable obligatoire prévue à l'article L. 213-11 du code de justice administrative.

Elle permet également aux Centres de gestion d'assurer une mission de médiation à l'initiative du juge ou à l'initiative des parties prévue aux articles L. 213-5 et 213-10 du même code, à l'exclusion des avis ou décisions des instances paritaires, médicales, de jurys ou de toute autre instance collégiale administrative obligatoirement saisie ayant vocation à adopter des avis ou des décisions.

La loi prévoit également que des conventions peuvent être conclues entre les Centres de gestion pour l'exercice de ces missions à un niveau régional ou interrégional, selon les modalités déterminées par le schéma régional ou interrégional de coordination, de mutualisation et de spécialisation mentionné à l'article 14 de la loi du 26 janvier 1984.

En adhérant à cette mission, la collectivité prend acte que les recours formés contre des décisions individuelles dont la liste est déterminée par décret et qui concernent la situation de ses agents sont, à peine d'irrecevabilité, précédés d'une tentative de médiation.

Pour information, le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 fixe ainsi la liste des litiges ouverts à la médiation préalable obligatoire :

- Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés à l'article L. 712-1 du code général de la fonction publique ;
- Refus de détachement ou de placement en disponibilité et, pour les agents contractuels, refus de congés non rémunérés prévus aux articles 20, 22, 23 et 33-2 du décret du 17 janvier 1986 susvisé et 15, 17, 18 et 35-2 du décret n°88-145 du 15 février 1988 susvisé ;
- Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé mentionné au 2° du présent article ;
- Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps ou cadre d'emploi obtenu par promotion interne ;
- Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application des articles L. 131-8 et L. 131-10 du code général de la fonction publique ;
- Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par les décrets n° 84-1051 du 30 novembre 1984 et n°85-1054 du 30 septembre 1985.

La médiation est un dispositif novateur qui a vocation à désengorger les juridictions administratives. Elle vise également à rapprocher les parties dans le cadre d'une procédure amiable, plus rapide et moins coûteuse qu'un contentieux engagé devant le juge administratif.

Le CDG 40 a fixé un tarif de 50 euros de l'heure par médiation engagée.

Cette délibération permettra, dans l'hypothèse d'un conflit, d'éviter un contentieux au tribunal par cette phase de dialogue et d'aboutir à une résolution rapide et durable du différend.

Considérant l'intérêt que représente l'adhésion à cette démarche,

En dehors des litiges compris dans cette liste, la collectivité garde son libre arbitre de faire appel au Centre de gestion si elle l'estime utile.

La collectivité rémunèrera le Centre de gestion à chaque médiation engagée au tarif de 50 euros de l'heure par médiation engagée.

La présente convention est établie pour la durée du mandat actuel 2020-2026, et le CDG 40 pourra décider de proroger la présente convention d'une année, en cas de report des élections municipales de 2026, ou en raison de tout événement exceptionnel ou cas de force majeure.

Elle pourra être dénoncée, par la collectivité, par décision de son organe délibérant, sous réserve que cette décision soit notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception en exposant les motifs de sa décision, avant le 30 septembre de l'année en cours, et ce sous réserve du respect d'un préavis de trois mois qui court à compter de la réception dudit courrier.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention d'adhésion à la mission de médiation proposée par le CDG 40 annexée à la présente délibération, ainsi que tous les documents y afférents.

PREND ACTE que les recours contentieux formés contre des décisions individuelles dont la liste est déterminée par le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 et qui concernent la situation de ses agents sont, à peine d'irrecevabilité, obligatoirement précédés d'une tentative de médiation.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSEGOR, le 30 septembre 2022,

Le secrétaire de séance,



M^{lle} DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD